



CRNA GORA
PREDSJEDNIK

Na osnovu člana 95 tačka 3 Ustava Crne Gore donosim

U K A Z

**O PROGLAŠENJU ZAKONA O POTVRDJIVANJU METARSKJE
KONVENCIJE**

Prolašavam **Zakon o potvrđivanju Metarske konvencije**, koji je donijela Skupština Crne Gore 26. saziva, na Šestoj sjednici Drugog redovnog (jesenjeg) zasijedanja u 2017. godini, dana 23. novembra 2017. godine.

Broj: 01- 1090/2
Podgorica, 29.11.2017. godine

 Filip Vujanović

Na osnovu člana 82 stav 1 tačka 17 i člana 91 stav 1 Ustava Crne Gore, Skupština Crne Gore 26. saziva, na Šestoj sjednici Drugog redovnog (jesenjeg) zasijedanja u 2017. godini, dana 23. novembra 2017. godine, donijela je

ZAKON O POTVRĐIVANJU METARSKJE KONVENCIJE

Član 1

Potvrđuje se Metarska konvencija, potpisana u Parizu, 20. maja 1875. godine, izmijenjena na Četvrtoj generalnoj konferenciji za tegove i mjere, 17. oktobra 1907. godine, u Parizu i 6. oktobra 1921. godine u Sevru.

Član 2

Tekst Konvencije iz člana 1 ovog zakona u originalu na francuskom jeziku i u prevodu na crnogorski jezik, glasi:

CONVENTION DU MÈTRE

ARTICLE PREMIER (1875)

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à fonder et entretenir, à frais communs, un *Bureau international des poids et mesures*, scientifique et permanent, dont le siège est à Paris.

ART. 2 (1875)

Le Gouvernement français prendra les dispositions nécessaires pour faciliter l'acquisition ou, s'il y a lieu, la construction d'un bâtiment spécialement affecté à cette destination, dans les conditions déterminées par le Règlement annexé à la présente Convention.

ART. 3 (1875)

Le Bureau international fonctionnera sous la direction et la surveillance exclusives d'un *Comité international des poids et mesures*, placé lui-même sous l'autorité d'une *Conférence générale des poids et mesures*, formée de délégués de tous les Gouvernements contractants.

ART. 4 (1875)

La présidence de la Conférence générale des poids et mesures est attribuée au président en exercice de l'Académie des Sciences de Paris.

ART. 5 (1875)

L'organisation du Bureau, ainsi que la composition et les attributions du Comité international et de la Conférence générale des poids et mesures, sont déterminées par le Règlement annexé à la présente Convention.

ART. 6 (1875)

Le Bureau international des poids et mesures est chargé :

1° De toutes les comparaisons et vérifications des nouveaux prototypes du mètre et du kilogramme ;

2° De la conservation des prototypes internationaux ;

3° Des comparaisons périodiques des étalons nationaux avec les prototypes internationaux et avec leurs témoins, ainsi que de celles des thermomètres étalons ;

4° De la comparaison des nouveaux prototypes avec les étalons fondamentaux des poids et mesures non métriques employés dans les différents pays et dans les sciences ;

5° De l'étalonnage et de la comparaison des règles géodésiques ;

6° De la comparaison des étalons et échelles de précision dont la vérification serait demandée, soit par des Gouvernements, soit par des sociétés savantes, soit même par des artistes et des savants.

ART. 7 (1921)

Après que le Comité aura procédé au travail de coordination des mesures relatives aux unités électriques, et lorsque la Conférence générale en aura décidé par un vote unanime, le Bureau sera chargé de l'établissement et de la conservation des étalons des unités électriques et de leurs témoins, ainsi que de la comparaison, avec ces étalons, des étalons nationaux ou d'autres étalons de précision.

Le Bureau est chargé, en outre, des déterminations relatives aux constantes physiques dont une connaissance plus exacte peut servir à accroître la précision et à assurer mieux l'uniformité dans les domaines auxquels appartiennent les unités ci-dessus mentionnées (article 6 et 1er alinéa de l'article 7).

Il est chargé, enfin, du travail de coordination des déterminations analogues effectuées dans d'autres instituts.

ART. 8 (1921)

Les prototypes internationaux, ainsi que leurs témoins, demeureront déposés dans le Bureau ; l'accès du dépôt sera uniquement réservé au Comité international.

ART. 9 (1875)

Tous les frais d'établissement et d'installation du Bureau international des poids et mesures, ainsi que les dépenses annuelles d'entretien et celles du Comité, seront couverts par des contributions des États contractants, établies d'après une échelle basée sur leur population actuelle.

ART. 10 (1875)

Les sommes représentant la part contributive de chacun des États contractants seront versées, au commencement de chaque année, par l'intermédiaire du Ministère des Affaires étrangères de France, à la Caisse des dépôts et consignations à Paris, d'où elles seront retirées, au fur et à mesure des besoins, sur mandats du directeur du Bureau.

ART. 11 (1875)

Les Gouvernements qui useraient de la faculté, réservée à tout État, d'accéder à la présente Convention, seront tenus d'acquitter une contribution dont le montant sera déterminé par le Comité sur les bases établies à l'article 9, et qui sera affectée à l'amélioration du matériel scientifique du Bureau.

ARTICLE III

(dispositions ajoutées
par la Convention de 1921)

Tout État pourra adhérer à la présente Convention en notifiant son adhésion au Gouvernement français, qui en donnera avis à tous les États participants et au président du Comité international des poids et mesures.

Toute accession nouvelle à la Convention du 20 mai 1875 entraînera obligatoirement adhésion à la présente Convention.

ART. 12 (1875)

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'apporter d'un commun accord à la présente Convention toutes les modifications dont l'expérience démontrerait l'utilité.

ART. 13 (1875)

À l'expiration d'un terme de douze années, la présente Convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

Le Gouvernement qui userait de la faculté d'en faire cesser les effets en ce qui le concerne sera tenu de notifier son intention une année d'avance, et renoncera, par ce fait, à tous droits de copropriété sur les prototypes internationaux et sur le Bureau.

ART. 14 (1875)

La présente Convention sera ratifiée suivant les lois constitutionnelles particulières à chaque État ; les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de six mois, ou plus tôt si faire se peut. Elle sera mise à exécution à partir du 1er janvier 1876.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

ANNEXE

RÈGLEMENT

ARTICLE PREMIER (1875)

Le Bureau international des poids et mesures sera établi dans un bâtiment spécial présentant toutes les garanties nécessaires de tranquillité et de stabilité.

Il comprendra, outre le local approprié au dépôt des prototypes, des salles pour l'installation des comparateurs et des balances, un laboratoire, une bibliothèque, une salle d'archives, des cabinets de travail pour les fonctionnaires et des logements pour le personnel de garde et de service.

ART. 2 (1875)

Le Comité international est chargé de l'acquisition et de l'appropriation de ce bâtiment, ainsi que de l'installation des services auxquels il est destiné.

Dans le cas où le Comité ne trouverait pas à acquérir un bâtiment convenable, il en sera construit un sous sa direction et sur ses plans.

ART. 3 (1875)

Le Gouvernement français prendra, sur la demande du Comité international, les dispositions nécessaires pour faire reconnaître le Bureau comme établissement d'utilité publique.

ART. 4 (1875)

Le Comité international fera exécuter les instruments nécessaires, tels que : comparateurs pour les étalons à traits et à bouts, appareil pour les déterminations des dilatations absolues, balances pour les pesées dans l'air et dans le vide, comparateurs pour les règles géodésiques, etc.

ART. 5 (1875)

Les frais d'acquisition ou de construction du bâtiment et les dépenses d'installation et d'achat des instruments et appareils ne pourront dépasser ensemble la somme de 400 000 francs.

ART. 6 (1921)

1. La dotation annuelle du Bureau international est composée de deux parties : l'une fixe, l'autre complémentaire.
2. La partie fixe est, en principe, de 250 000 francs, mais peut être portée à 300 000 francs par décision unanime du Comité. Elle est à la charge de tous les États et des Colonies autonomes qui ont adhéré à la Convention du Mètre avant la Sixième Conférence générale.

3. La partie complémentaire est formée des contributions des États et des Colonies autonomes qui sont entrés dans la Convention après ladite Conférence générale.
4. Le Comité est chargé d'établir, sur la proposition du directeur, le budget annuel, mais sans dépasser la somme calculée conformément aux stipulations des deux alinéas ci-dessus. Ce budget est porté, chaque année, dans un Rapport spécial financier, à la connaissance des Gouvernements des Hautes Parties contractantes.
5. Dans le cas où le Comité jugerait nécessaire, soit d'accroître au-delà de 300 000 francs la partie fixe de la dotation annuelle, soit de modifier le calcul des contributions déterminé par l'article 20 du présent Règlement, il devrait en saisir les Gouvernements de façon à leur permettre de donner, en temps utile, les instructions nécessaires à leurs délégués à la Conférence générale suivante, afin que celle-ci puisse délibérer valablement. La décision sera valable seulement dans le cas où aucun des États contractants n'aura exprimé, ou n'exprimera, dans la Conférence, un avis contraire.
6. Si un État est demeuré trois années sans effectuer le versement de sa contribution, celle-ci est répartie entre les autres États, au prorata de leurs propres contributions. Les sommes supplémentaires, versées ainsi par les États pour parfaire le montant de la dotation du Bureau, sont considérées comme une avance faite à l'État retardataire, et leur sont remboursées si celui-ci vient à acquitter ses contributions arriérées.
7. Les avantages et prérogatives conférés par l'adhésion à la Convention du Mètre sont suspendus à l'égard des États déficitaires de trois années.
8. Après trois nouvelles années, l'État déficitaire est exclu de la Convention, et le calcul des contributions est rétabli conformément aux dispositions de l'article 20 du présent Règlement.

ART. 7 (1875)

La Conférence générale, mentionnée à l'article 3 de la Convention, se réunira à Paris, sur la convocation du Comité international, au moins une fois tous les six ans.

Elle a pour mission de discuter et de provoquer les mesures nécessaires pour la propagation et le perfectionnement du Système métrique, ainsi que de sanctionner les nouvelles déterminations métrologiques fondamentales qui auraient été faites dans l'intervalle de ses réunions. Elle reçoit le Rapport du

Comité international sur les travaux accomplis, et procède, au scrutin secret, au renouvellement par moitié du Comité international.

Les votes, au sein de la Conférence générale, ont lieu par États ; chaque État a droit à une voix. Les membres du Comité international siègent de droit dans les réunions de la Conférence ; ils peuvent être en même temps délégués de leurs Gouvernements.

ART. 8 (1921)

Le Comité international, mentionné à l'article 3 de la Convention, sera composé de dix-huit membres appartenant tous à des États différents.

Lors du renouvellement, par moitié, du Comité international, les membres sortants seront d'abord ceux qui, en cas de vacances, auront été élus provisoirement dans l'intervalle entre deux sessions de la Conférence ; les autres seront désignés par le sort.

Les membres sortants sont rééligibles.

ART. 9 (1921)

Le Comité international se constitue en choisissant lui-même, au scrutin secret, son président et son secrétaire. Ces nominations sont notifiées aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes.

Le président et le secrétaire du Comité, et le directeur du Bureau, doivent appartenir à des pays différents.

Une fois constitué, le Comité ne peut procéder à de nouvelles élections ou nominations que trois mois après que tous les membres auront été informés de la vacance donnant lieu à un vote.

ART. 10 (1921)

Le Comité international dirige tous les travaux métrologiques que les Hautes Parties contractantes décideront de faire exécuter en commun.

Il est chargé, en outre, de surveiller la conservation des prototypes et étalons internationaux.

Il peut, enfin, instituer la coopération de spécialistes dans des questions de métrologie, et coordonner les résultats de leurs travaux.

ART. 11 (1921)

Le Comité se réunira au moins une fois tous les deux ans.

ART. 12 (1921)

Les votes au sein du Comité ont lieu à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante. Les décisions ne sont valables que si le nombre des membres présents égale au moins la moitié des membres élus qui composent le Comité.

Sous réserve de cette condition, les membres absents ont le droit de déléguer leurs votes aux membres présents, qui devront justifier de cette délégation. Il en est de même pour les nominations au scrutin secret.

Le directeur du Bureau a voix délibérative au sein du Comité.

ART. 13 (1875)

Dans l'intervalle d'une session à l'autre, le Comité a le droit de délibérer par correspondance.

Dans ce cas, pour que la décision soit valable, il faut que tous les membres du Comité aient été appelés à émettre leur avis.

ART. 14 (1875)

Le Comité international des poids et mesures remplit provisoirement les vacances qui pourraient se produire dans son sein ; les élections se font par correspondance, chacun des membres étant appelé à y prendre part.

ART. 15 (1921)

Le Comité international élaborera un règlement détaillé pour l'organisation et les travaux du Bureau, et il fixera les taxes à payer pour les travaux extraordinaires prévus aux articles 6 et 7 de la Convention.

Ces taxes seront affectées au perfectionnement du matériel scientifique du Bureau. Un prélèvement annuel pourra être effectué, en faveur de la Caisse des retraites, sur le total des taxes perçues par le Bureau.

ART. 16 (1875)

Toutes les communications du Comité international avec les Gouvernements des Hautes Parties contractantes auront lieu par l'intermédiaire de leurs représentants diplomatiques à Paris.

Pour toutes les affaires dont la solution appartiendra à une administration française, le Comité aura recours au Ministère des Affaires étrangères de France.

ART. 17 (1921)

Un règlement, établi par le Comité, fixera l'effectif maximum pour chaque catégorie du personnel du Bureau.

Le directeur et ses adjoints seront nommés au scrutin secret par le Comité international. Leur nomination sera notifiée aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes.

Le directeur nommera les autres membres du personnel, dans les limites établies par le règlement mentionné au premier alinéa ci-dessus.

ART. 18 (1921)

Le directeur du Bureau n'aura accès au lieu de dépôt des prototypes internationaux qu'en vertu d'une résolution du Comité et en présence d'au moins un de ses membres.

Le lieu de dépôt des prototypes ne pourra s'ouvrir qu'au moyen de trois clefs, dont une sera en la possession du directeur des Archives de France, la seconde dans celle du président du Comité, et la troisième dans celle du directeur du Bureau.

Les étalons de la catégorie des prototypes nationaux serviront seuls aux travaux ordinaires de comparaisons du Bureau.

ART. 19 (1907)

Le directeur du Bureau adressera, à chaque session, au Comité :

1. Un rapport financier sur les comptes des exercices précédents, dont il lui sera, après vérification, donné décharge ;

2. Un rapport sur l'état du matériel ;
3. Un rapport général sur les travaux accomplis depuis la session précédente.

Le bureau du Comité international adressera, de son côté, à tous les Gouvernements des Hautes Parties contractantes, un Rapport annuel sur la situation administrative et financière du Service, et contenant la prévision des dépenses de l'exercice suivant, ainsi que le Tableau des parts contributives des États contractants.

Le président du Comité rendra compte, à la Conférence générale, des travaux accomplis depuis l'époque de sa dernière réunion.

Les rapports et les publications du Comité et du Bureau seront rédigés en langue française, et communiqués aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes.

ART. 20 (1921)

1. L'échelle des contributions, dont il est question à l'article 9 de la Convention, est établie, pour la partie fixe, sur la base de la dotation indiquée par l'article 6 du présent Règlement, et sur celle de la population ; la contribution normale de chaque État ne peut être inférieure à 5 pour 1 000, ni supérieure à 15 pour 100 de la dotation totale, quel que soit le chiffre de la population.
2. Pour établir cette échelle, on détermine d'abord quels sont les États qui se trouvent dans les conditions voulues pour ce minimum et ce maximum; et l'on répartit le reste de la somme contributive entre les autres États, en raison directe du chiffre de leur population.
3. Les parts contributives ainsi calculées sont valables pour toute la période de temps comprise entre deux Conférences générales consécutives, et ne peuvent être modifiées, dans l'intervalle, que dans les cas suivants :
 - a. Si l'un des États adhérents a laissé passer trois années successives sans faire ses versements;
 - b. Si, au contraire, un État, antérieurement retardataire de plus de trois ans, ayant versé ses contributions arriérées, il y [a] lieu de restituer aux autres Gouvernements les avances faites par eux.
4. La contribution complémentaire est calculée sur la même base de la population, et est égale à celle que les États anciennement entrés dans la Convention payent dans les mêmes conditions.

5. Si un État ayant adhéré à la Convention déclare en vouloir étendre le bénéfice à une ou plusieurs de ses Colonies non autonomes, le chiffre de la population desdites Colonies sera ajouté à celui de l'État pour le calcul de l'échelle des contributions.
6. Lorsqu'une Colonie reconnue autonome désirera adhérer à la Convention, elle sera considérée, en ce qui concerne son entrée dans cette Convention, suivant la décision de la Métropole, soit comme une dépendance de celle-ci, soit comme un État contractant.

ART. 21 (1875)

Les frais de confection des prototypes internationaux, ainsi que des étalons et témoins destinés à les accompagner, seront supportés par les Hautes Parties contractantes d'après l'échelle établie à l'article précédent.

Les frais de comparaison et de vérification des étalons demandés par des États qui ne participeraient pas à la présente Convention seront réglés par le Comité conformément aux taxes fixées en vertu de l'article 15 du Règlement.

ART. 22 (1875)

Le présent Règlement aura même force et valeur que la Convention à laquelle il est annexé.

METARSKA KONVENCIJA

Član 1 (1875.)

Visoke ugovorne strane se obavezuju da, o zajedničkom trošku, osnuju i održavaju naučni i stalni *Međunarodni biro za tegove i mjere* sa sjedištem u Parizu.

Član 2 (1875.)

Francuska vlada će preduzeti potrebne mjere kako bi omogućila kupovinu ili, ako je potrebno, izgradnju zgrade posebno namijenjene za tu svrhu, u skladu sa uslovima utvrđenim Pravilnikom koji je priložen uz ovu Konvenciju.

Član 3 (1875.)

Međunarodni biro djeluje pod isključivim vođstvom i nadzorom *Međunarodnog komiteta za tegove i mjere*, koji se i sam nalazi u nadležnosti *Generalne konferencije za tegove i mjere*, koju sačinjavaju predstavnici vlada svih država ugovornica.

Član 4 (1875.)

Generalnom konferencijom za tegove i mjere predsjedava aktuelni vršilac dužnosti predsjednik Pariske akademije nauka.

Član 5 (1875.)

Organizacija Biroa, njegov sastav i nadležnosti Međunarodnog komiteta i Generalne konferencije za tegove i mjere propisani su Pravilnikom koji se nalazi u prilogu ove Konvencije.

Član 6 (1875.)

Međunarodni biro za tegove i mjere zadužen je za:

1. sva upoređivanja i ovjeravanja novih prototipova metra i kilograma;
2. čuvanje međunarodnih prototipova;
3. periodično upoređivanje državnih etalona sa međunarodnim prototipovima i njihovim referentnim uzorcima kao i sa referentnim termometrima;
4. upoređivanje novih prototipova sa osnovnim etalonima nemetričkih tegova i mjera koji se primjenjuju u različitim zemljama i naukama;
5. kalibraciju i upoređivanje geodetskih mjernih letvi;
6. upoređivanje preciznih etalona i mjerila čije ovjeravanje zatraže vlade ili naučna društva, ili čak umjetnici i naučnici.

Član 7 (1921.)

Nakon što Komitet uskladi mjerenja u vezi sa jedinicama električne struje i pošto Generalna konferencija jednoglasno usvoji odluku o tome, Biro će biti zadužen i za uspostavljanje i čuvanje etalona električnih jedinica i njihovih referentnih uzoraka kao i za upoređivanje tih etalona sa državnim etalonima ili drugim preciznim etalonima.

Osim toga, Biro je zadužen i za utvrđivanje fizičkih konstanti čije bolje poznavanje može omogućiti povećanje preciznosti i postizanje veće ujednačenosti u oblasti kojoj gore navedene mjerne jedinice pripadaju (Član 6 i Član 7 stav 1).

I konačno, Biro je zadužen i za koordinaciju sličnih utvrđivanja koja se obavljaju u drugim institutima.

Član 8 (1921.)

Međunarodni prototipovi, kao i njihovi referentni uzorci, ostaju pohranjeni u Birou, a pristup spremištu ima isključivo Međunarodni komitet.

Član 9 (1875.)

Svi troškovi osnivanja i opremanja Međunarodnog biroa za tegove i mjere, godišnji troškovi održavanja kao i troškovi Komiteta pokrivaju se iz doprinosa država ugovornica, čiji se iznos utvrđuje na osnovu trenutnog broja stanovnika.

Član 10 (1875.)

Iznosi koji predstavljaju doprinos svake države ugovornice uplaćuju se na početku svake godine preko Ministarstva vanjskih poslova Francuske u Fond za depozite i konsignacije u Parizu (*Caisse des dépôts et consignations*), odakle se, zavisno od potreba, isplaćuju po nalogu direktora Biroa.

Član 11 (1875.)

Vlade koje iskoriste mogućnost pristupanja ovoj Konvenciji, koja je na raspolaganju svim državama, dužne su uplatiti doprinos čiji iznos utvrđuje Komitet u skladu sa uslovima utvrđenim članom 9, a koji je namijenjen poboljšanju naučne opreme Biroa.

ČLAN III

(odredbe dodate Konvencijom iz 1921. godine)

Svaka država može pristupiti ovoj Konvenciji na način da o svom pristupu obavijesti francusku Vladu koja će o tome obavijestiti sve države učesnice, kao i predsjednika Međunarodnog komiteta za tegove i mjere.

Svako novo pristupanje Konvenciji od 20. maja 1875. godine podrazumijeva obavezno pristupanje važećoj Konvenciji.

Član 12 (1875.)

Visoke ugovorne strane zadržavaju pravo da u ovu Konvenciju unesu izmjene koje su jednoglasno usvojile, a koje su se kroz praksu pokazale potrebnim.

Član 13 (1875.)

Istekom perioda od dvanaest godina ovu Konvenciju može otkazati bilo koja od visokih ugovornih strana.

Vlada koja iskoristi pravo da otkáže ovu Konvenciju obavezna je da o svojoj namjeri izda obavještenje godinu dana unaprijed, čime se odriče svih suvlasničkih prava na međunarodne prototipove i na Biro.

Član 14 (1875.)

Ova Konvencija se ratifikuje u skladu sa ustavnim zakonom svake pojedinačne države. Ratifikacije Konvencije će se razmijeniti u Parizu u roku od šest mjeseci ili ukoliko je moguće, i ranije. Konvencija će stupiti na snagu 1. januara 1876. godine.

U potvrdu navedenog, punomoćnici država ugovornica potpisuju i svojim pečatom ovjeravaju ovu Konvenciju.

ANEKS

PRAVILNIK

ČLAN 1 (1875.)

Međunarodni biro za tegove i mjere će biti smješten u posebnoj zgradi koja posjeduje sve uslove za mir i stabilnost.

Osim prostora prilagođenog za čuvanje prototipova, u njoj se nalaze: sale za postavljanje komparatora i vaga, laboratorija, biblioteka, arhiva, radni kabineti za službenike kao i prostorije za smještaj čuvara i servisnog osoblja.

Član 2 (1875.)

Međunarodni komitet zadužen je za kupovinu zgrade i sticanje vlasništva nad njom kao i za organizovanje službi za koje je namijenjena.

Ukoliko Komitet ne uspije da kupi odgovarajuću zgradu, ona će biti izgrađena pod njegovim nadzorom i prema njegovim planovima.

Član 3 (1875.)

Francuska vlada će, na zahtjev Međunarodnog komiteta, preduzeti sve potrebne mjere kako bi Biro bio priznat kao ustanova od javnog značaja.

Član 4 (1875.)

Međunarodni komitet će naručiti izradu potrebnih instrumenata kao što su: komparatori za etalone sa označenim crticama i etalone sa ivicama, uređaji za određivanje koeficijenta volumenskog širenja, vage za vaganje u vazduhu i vakuumu, komparatori za geodetske mjerne letve itd.

Član 5 (1875.)

Troškovi kupovine ili izgradnje zgrade, zajedno sa troškovima postavljanja i nabavke instrumenata i uređaja, ne smiju prelaziti ukupan iznos od 400.000 franaka.

Član 6 (1921.)

1. Godišnja dotacija Međunarodnom birou se sastoji od dva dijela: fiksnog i dopunskog.
2. Fiksni dio koji u principu iznosi 250.000 franaka, Komitet može jednoglasnom odlukom povećati i do iznosa od 300.000 franaka. Fiksni dio plaćaju sve države i samostalne kolonije koje su pristupile Metarskoj konvenciji prije Šeste generalne konferencije.
3. Dopunski dio sastoji se od doprinosa država i samostalnih kolonija koje su pristupile Konvenciji nakon navedene Generalne konferencije.
4. Komitet je dužan da na predlog direktora donese godišnji budžet, pri čemu treba voditi računa o tome da on ne pređe iznos izračunat u skladu sa

odredbama dva prethodna stava. Budžet se svake godine dostavlja na uvid vladama visokih ugovornih strana u vidu posebnog finansijskog izvještaja.

5. Ukoliko Komitet ocijeni potrebnim, bilo da poveća iznos fiksnog dijela godišnje dotacije na iznos preko 300.000 franaka, bilo da izmijeni način izračunavanja doprinosa iz člana 20 ovog Pravilnika, o tome mora obavijestiti vlade država ugovornica, na način koji će ovim državama omogućiti da blagovremeno daju instrukcije svojim zastupnicima, kako bi na sljedećoj Generalnoj konferenciji donesene odluke bile punovažne. Odluka će biti važeća jedino u slučaju da nijedna od ugovornih država tokom Konferencije ne bude protiv.
6. Ukoliko neka država u periodu od tri godine ne plati svoj doprinos, taj iznos će podijeliti ostale države srazmjerno njihovim doprinosima. Dopunski iznosi koje ostale države u tom slučaju uplate kako bi nadoknadile dotaciju za Biro smatraju se avansnom uplatom za državu koja kasni sa uplatama, koja će članicama biti vraćena ako ta država podmiri svoje zaostale doprinose.
7. Države koje tri godine ne ispunjavaju obavezu plaćanja doprinosa gube prednosti i povlastice koje se ostvaruju pristupanjem Konvenciji o metru.
8. Nakon isteka narednog perioda od tri godine, država koja i dalje ne ispunjava obavezu plaćanja doprinosa se isključuje iz Konvencije, a visina doprinosa se ponovo izračunava u skladu sa odredbama člana 20 ovog Pravilnika.

Član 7 (1875.)

Generalna konferencija pomenuta u Članu 3 ove Konvencije održava se u Parizu najmanje jednom u šest godina, na poziv Međunarodnog komiteta.

Njen zadatak je razmatranje i podsticanje mjera potrebnih za širenje i usavršavanje metričkog sistema kao i potvrđivanje novih fundamentalnih metroloških odluka donesenih u periodu između sastanaka. Generalnoj konferenciji se podnosi izvještaj Međunarodnog komiteta o obavljenim poslovima i rezultatima tajnog glasanja za reizbor polovine ukupnog broja članova Međunarodnog komiteta.

Na Generalnoj konferenciji glasaju države od kojih svaka ima po jedan glas.

Članovi Međunarodnog komiteta imaju pravo učešća na sjednicama Konferencije; istovremeno mogu zastupati vlade svojih država.

Član 8 (1921.)

Međunarodni komitet pomenut u Članu 3 Konvencije čini osamnaest članova od kojih svi dolaze iz različitih država.

Prilikom reizbora polovine članova Međunarodnog komiteta prvo će biti zamijenjeni članovi koji su bili privremeno izabrani prilikom eventualnog popunjavanja slobodnih mjesta u periodu između dvije sjednice Konferencije, a ostali članovi se biraju žrijebom.

Članovi koji su zamijenjeni mogu biti ponovo izabrani.

Član 9 (1921.)

Međunarodni komitet se konstituše izborom predsjednika i sekretara, putem internog tajnog glasanja. O navedenim imenovanjima obavještavaju se vlade visokih ugovornih strana.

Predsjednik i sekretar Komiteta kao i direktor Biroa moraju biti iz različitih zemalja.

Nakon uspostavljanja, Komiteta može organizovati nove izbore ili imenovanja tek po isteku roka od tri mjeseca nakon što su svi članovi obaviješteni o slobodnim mjestima za koje se organizuju izbori.

Član 10 (1921.)

Međunarodni komitet upravlja svim metrološkim poslovima koje visoke ugovorne strane odluče da zajednički obavljaju.

Komitet je takođe zadužen da nadgleda čuvanje prototipova i međunarodnih etalona.

I na kraju, Komitet može uspostavljati saradnju stručnjaka u oblasti metrologije i koordinirati rezultatima njihovog rada.

Član 11 (1921.)

Komitet se sastaje najmanje jednom u dvije godine.

Član 12 (1921.)

Komitet odlučuje većinom glasova. U slučaju neriješenog rezultata, odlučujući je glas predsjednika. Odluke su važeće jedino ukoliko je prisutna najmanje polovina od ukupnog broja izabranih članova u sastavu Komiteta.

Pod navedenim uslovima, odsutni članovi imaju pravo da prenesu svoje glasove na prisutne članove koji moraju pokazati dokaz o tom ovlašćenju. Isto važi i za imenovanje na tajnom glasanju.

Direktor Biroa ima pravo glasa u Komitetu.

Član 13 (1875.)

U periodu između sjednica, Komitet može raspravljati putem prepiske.

U tom slučaju, da bi donesena odluka bila važeća, od svih članova Komiteta se mora tražiti da daju svoje mišljenje.

Član 14 (1875.)

Eventualna slobodna mjesta u Međunarodnom komitetu za tegove i mjere popunjavaju se na određeno vrijeme, a izbori u kojima učestvuju svi članovi Komiteta sprovode se pismenim putem.

Član 15 (1921.)

Međunarodni komitet će sačiniti detaljan pravilnik o organizaciji i radu Biroa koji će definisati visinu takse za vanredne poslove predviđene članovima 6 i 7 Konvencije.

Te takse su namijenjene za usavršavanje naučne opreme Biroa. Od ukupnog iznosa takse koju Biro naplati može se uplatiti godišnji doprinos penzionom fondu.

Član 16 (1875.)

Komunikacija Međunarodnog komiteta sa vladama visokih ugovornih strana obavljace se preko njihovih diplomatskih predstavnika u Parizu.

Za sve poslove u nadležnosti francuske uprave, Komitet će se obratiti Ministarstvu vanjskih poslova Francuske.

Član 17 (1921.)

Pravilnikom koji će donijeti Komitet utvrdiće se maksimalan broj zaposlenih za svaku kategoriju zaposlenih u Birou.

Međunarodni komitet će tajnim glasanjem izabrati direktora i njegove pomoćnike, a o njihovom imenovanju će obavijestiti vlade visokih ugovornih strana.

Direktor će imenovati druge članove osoblja u granicama utvrđenim u stavu 1 ovog člana Pravilnika.

Član 18 (1921.)

Direktor Biroa ima pravo da pristupa depou međunarodnih prototipova isključivo na osnovu odluke Komiteta i u prisustvu makar jednog njegovog člana.

Mjesto na kome se čuvaju prototipovi se može otvoriti jedino pomoću tri ključa od kojih se jedan nalazi u posjedu direktora Arhiva Francuske, drugi je u posjedu predsjednika Komiteta, a treći u posjedu direktora Biroa.

Za redovne poslove Biroa vezane za upoređivanje upotrebljavaće se samo etaloni u kategoriji državnih prototipova.

Član 19 (1907.)

Na svakoj sjednici Komiteta direktor Biroa podnosi:

1. finansijski izvještaj o rezultatima poslovanja za prethodne godine, koji se nakon provjere usvaja;
2. izvještaj o stanju opreme;
3. opšti izvještaj o poslovima obavljenim od posljednje sjednice.

Biro Međunarodnog komiteta, sa svoje strane, upućuje vladama visokih ugovornih strana godišnji izvještaj o finansijskoj i administrativnoj situaciji u Birou, u kome se navode troškovi predviđeni za narednu poslovnu godinu kao i tabela doprinosa po državama ugovornicama.

Predsjednik Komiteta na Generalnoj konferenciji podnosi izvještaj o poslovima koji su obavljani od njene posljednje sjednice.

Izvještaj i publikacije Komiteta i Biroa sastavljaju se na francuskom jeziku i dostavljaju vladama visokih ugovornih strana.

Član 20 (1921.)

1. Raspon iznosa fiksnog dijela doprinosa iz člana 9 Konvencije utvrđuje se na osnovu iznosa dotacije iz člana 6 ovog Pravilnika i broja stanovnika, a redovni doprinos svake pojedinačne države ne može iznositi manje od 5 % ni više od 15 % ukupne dotacije bez obzira na broj stanovnika.
2. Da bi se odredio raspon najprije treba utvrditi koje države ispunjavaju uslove za primjenu minimalnog, a koje za primjenu maksimalnog iznosa, dok se preostali iznos doprinosa raspodjeljuje među ostalim državama, direktno proporcionalno njihovom broju stanovnika.
3. Tako izračunati doprinosi primjenjuju se na ukupni period između dvije uzastopne Generalne konferencije, a mogu se izmijeniti isključivo u sljedećim slučajevima:
 - a. ukoliko država ugovornica tokom tri godine nije uplaćivala doprinose,
 - b. ukoliko, suprotno gore navedenom, država koja je više od tri godine kasnila sa uplatama uplati svoje zakašnjele doprinose, tada se državama ugovornicama vraća avans koji su one plaćale za tu državu.
4. Iznos dopunskog doprinosa takođe se izračunava na osnovu broja stanovnika a jednak je iznosu doprinosa koji bi države koje su ranije postale ugovornice Konvencije plaćale pod istim uslovima.
5. Ukoliko država koja je pristupila Konvenciji izjavi da želi da proširi primjenu Konvencije na jednu ili više svojih zavisnih kolonija, broj stanovnika navedene kolonije se dodaje broju stanovnika države kako bi se izračunao iznos doprinosa.
6. Ukoliko kolonija kojoj je priznata autonomija želi da pristupi Konvenciji, shodno odluci matične države, ona može pristupiti Konvenciji ili pod okriljem matične države ili kao samostalna država ugovornica.

Član 21 (1875.)

Troškove izrade međunarodnih prototipova, etalona i pratećih referentnih uzoraka snose visoke ugovorne strane i to proporcionalno, u skladu sa prethodnim članom.

Troškove upoređivanja i ovjeravanja etalona na zahtjev država koje nijesu potpisnice ove konvencije određuje Komitet proporcionalno taksama utvrđenim Članom 15 Pravilnika.

Član 22 (1875.)

Ovaj Pravilnik ima istu pravnu snagu i vrijednost kao i Konvencija u čijem se prilogu nalazi.

Član 3

Ovaj zakon stupa na snagu osmog dana od dana objavljivanja u „Službenom listu Crne Gore – Međunarodni ugovori“.

Broj: 01-1/17-2/4
EPA 279 XXVI
Podgorica, 23. novembar 2017. godine

SKUPŠTINA CRNE GORE 26. SAZIVA

PREDSJEDNIK
Avan Brajović
